



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1452

23 juillet 2020

- **Politique : Appel à la solidarité internationale contre la violation massive et systématique des droits humains**
- **Criminalité : La NEHRO exprime ses inquiétudes face au trafic illicite d'armes à feu**
- **Santé : Ne pas laisser la pandémie de Covid-19 prendre le pas sur un renforcement de l'accès aux soins de base**

>> Politique : Appel à la solidarité internationale contre la violation massive et systématique des droits humains

« Cet appel n'est pas une pétition. [C'est plutôt une correspondance, qu'un ensemble d'organisations de la société adresse à d'autres organisations et personnalités dans d'autres pays, pour leur demander d'apporter leur solidarité dans la bataille du peuple haïtien](#) ». Ces organisations proposent de finaliser un document-appel pour la solidarité nationale et internationale, en faveur du peuple haïtien. Ce document sera traduit en Créole, Français, Anglais, Espagnol et Portugais. Il sera adressé aux organisations de droits humains, organisations syndicales, partis politiques, organisations politiques et à des personnalités, dont des artistes, au niveau local et international, pour leur demander d'exprimer leur solidarité au peuple haïtien, qui subit actuellement toutes formes de violences des droits humains de la part du régime de Jovenel Moïse. Les organisations initiatrices de cette démarche demandent également aux structures internationales de dénoncer les gouvernements étrangers qui soutiennent ce « régime criminel et corrompu » en Haïti. En juillet 2020, la république d'Haïti s'enlise dans une gestion politique abracadabrante mettant en péril les institutions et l'avenir de la démocratie. Les autorités politiques, dont la présidence et le gouvernement de facto, refusent de reconnaître le processus avancé d'effondrement de la nation, en multipliant les menaces d'oppression de la population. [Après des révélations sur le gaspillage et la mauvaise utilisation des fonds PetroCaribe](#), le ministre des sports a démissionné de son poste. Mais, profitant de la crise sanitaire et du dysfonctionnement du parlement depuis le mois de janvier, les autorités politiques ont publié illégalement plusieurs décrets sans aucune concertation avec les secteurs vitaux du pays. Aucune disposition n'a été prise pour le renouvellement du personnel politique, à travers d'élections régulières (législatives et municipales), en 2017 et 2019. Depuis plusieurs semaines, dans un mépris total, une crise énergétique et un sévère rationnement électrique accablent à nouveau la population. Depuis un mois, plusieurs quartiers sont sans courant électrique public. [Du mazout de mauvaise qualité, importé par un potentat du régime, a mis en panne les centrales thermiques de la compagnie publique Électricité d'Haïti](#). Le rationnement s'est durci depuis deux semaines, suite à la nomination d'un nouveau directeur à l'Électricité d'Haïti (EDH). Cette nomination a été rejetée par le syndicat, qui est entré en grève. Les employés craignent une éventuelle mise en œuvre d'un plan de privatisation de la compagnie d'État. Il en résulte une paralysie des activités, mais surtout de nombreux services et entreprises. De plus, une pénurie d'eau menace l'ensemble de la population. Le sévère rationnement de courant électrique public s'accompagne d'une pénurie de diesel, carburant utilisé pour faire fonctionner les génératrices des commerces et des industries. Face aux dérives fascistes du régime politique au pouvoir, [plusieurs partis, organisations et regroupements politiques, organisations sociales, des personnalités représentatives, personnalités de la diaspora, citoyennes et citoyens ont conclu une déclaration d'engagement](#) (juillet 2020), « pour ramener le pays sur la voie du fonctionnement régulier des institutions ».

Les signataires s'engagent à « trouver un accord politique, entre le secteur politique et les autres secteurs de la vie nationale, sur les modalités de remplacement du président Jovenel Moïse et de la réalisation d'une période de transition, permettant de jeter les bases pour la construction d'une nouvelle société ».

>> **Criminalité : La NEHRO exprime ses inquiétudes face au trafic illicite d'armes à feu**

Les gangs armés continuent d'agir en toute impunité, dénonce la New England Human Rights Organization (NEHRO). Cette prolifération d'armes à feu favorise la multiplication de gangs armés dans le pays, particulièrement à Port-au-Prince. Devant cette situation, la Police Nationale d'Haïti n'a aucun pouvoir. La justice n'a pas plus de valeur. Des personnalités respectables et utiles à la nation se font assassiner régulièrement à Port-au-Prince, sans arrestations ni poursuites légales, critique cette organisation, dans une correspondance adressée au conseiller principal de « U.S. Immigration and Customs Enforcement Department Homeland Security Investigations » (HSI), basé à Washington. « Le rapport du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, présenté le 9 juillet 2019 au Conseil de sécurité, a clairement identifié des individus proches du pouvoir, impliqués dans le massacre de la Saline. En l'espace de moins de deux ans, les organisations de droits humains ont reporté 4 massacres violents, organisés contre la population des quartiers pauvres de Port-au-Prince ». De 2018 à aujourd'hui, les gangs armés se multiplient avec une rapidité étonnante, à mesure que la fin du mandat du président Jovenel Moïse approche. « Le pays s'enfonce de plus en plus dans le chaos. L'insécurité, les crimes organisés et les actes de banditisme ont atteint leur apogée à Port-au-Prince ». Après une enquête sur les risques de vivre en Haïti, en novembre 2019, le journal américain Miami Herald a publié un article indiquant combien « Haïti est inondée d'armes illégales ; la politique américaine pourrait-elle être à blâmer ? », rappelle la NEHRO. Elle invite le conseiller principal de « U.S. Immigration and Customs Enforcement Department Homeland Security Investigations » à agir en urgence, pour éviter l'aggravation de la situation par ces groupes armés, qui agissent dans l'impunité. « Les ports d'entrée d'armes illégales en Haïti sont nombreux. Nous devons considérer cette crise avec plus de sérieux, avant qu'il ne soit trop tard. Car, dans toute société, quand la loi n'existe plus, l'esprit humain n'a plus de bornes », prévient l'organisation, qui promet de soumettre, dans une prochaine correspondance, les noms de tous ceux qui sont impliqués dans la distribution illégale d'armes à feu en Haïti. Par ailleurs, plusieurs organisations soupçonnent le directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti, Rameau Normil, [de « favoriser les oppresseurs, criminels et bourreaux »](#). Le 18 juillet, des individus armés, faisant partie d'un gang dénommé 400 Mawozo, [ont tenté d'enlever, sur la route de Croix-des-Bouquets \(nord-est de la capitale\), Pierre Garot Néré](#), directeur du Collectif des organisations pour la défense des droits des migrants et rapatriés / Coddemir.

>> **Santé : Ne pas laisser la pandémie de Covid-19 prendre le pas sur un renforcement de l'accès aux soins de base**

« La réponse à l'épidémie de Covid-19 ne doit pas reléguer au second plan les autres besoins sanitaires urgents, particulièrement la prise en charge de la malnutrition, la vaccination de routine, la santé sexuelle et reproductive, et la santé infantile », insiste le Cadre de liaison inter-organisations (Clio), regroupant des ONG. Il craint que « la réponse à l'épidémie mobilise tous les efforts et les financements, au détriment des services de santé essentiels ». Une tendance, observée depuis le 20 mars 2020 (Ndlr : au lendemain de la confirmation officielle des 2 premiers cas d'infection, sur le territoire national). Il est nécessaire de répondre, à la fois, aux sévères difficultés d'accès aux soins des populations les plus vulnérables en Haïti et, au besoin de protéger les personnels de santé. Il faut tenir compte « de leur plus grand risque d'exposition à la maladie et de l'impact, que cela peut avoir sur le maintien des services de santé », recommande le Clio. Appelant les autorités et partenaires financiers à accorder la priorité au renforcement de l'accès aux soins de base il signale des cas de décès communautaires, notamment de femmes enceintes, n'ayant pas pu trouver de structures sanitaires pour les accueillir. D'autres femmes enceintes décèdent dans des maternités, faute de personnel médical, de matériel ou de médicaments disponibles, relate le Cadre de liaison inter-organisations, augurant un nombre croissant de grossesses non désirées dans les mois à venir, à cause de la diminution des services de planification familiale. [Une augmentation des cas de malnutrition dans leurs zones d'intervention a été aussi rapportée par certaines ONG.](#)